

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 31 (1984)
Heft: 1-2

Rubrik: Kantone = Cantons = Cantoni

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BERN

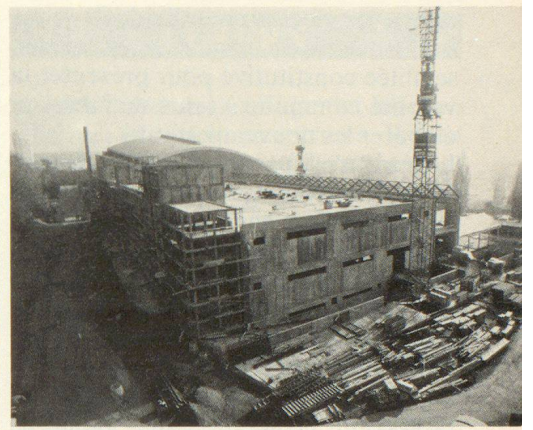
Neue Ausstellungshalle:

Bern wird als Messestadt attraktiver

hwm. In wenigen Wochen wird in Bern die neue Ausstellungshalle eröffnet; sie umfasst drei Stockwerke, 12000 m², mehrere Ausstellungsrestaurants und

ist eingebettet zwischen das Eisstadion und die bestehende sogenannte Festhalle. Mit diesem neuen Gebäudekomplex verfügt die Bundesstadt auf der Allmend über ein leistungsfähiges Messezentrum. Neben zahlreichen Ausstellungen findet dort 1985 traditionsgemäss auch die alle zwei Jahre stattfindende «Gemeinde» (Fachmesse für Kommunalbedarf) statt, wo immer auch der Zivilschutz vertreten ist. Insgesamt kommt die neue Ausstellungshalle auf 23 Mio. Franken zu stehen.

(Bild: zvg.)



Mit verbindlichem Dank für die geleisteten Dienste aus dem Zivilschutz entlassen (v.l.): Charles Antonioli (Sekretär Ortsleitung), Alfons Zweifel (Sekretär Sektor 1), Paul Graf (Sektorchef), René Stämpfli (Ortschef-Stellvertreter, weiterhin aktiv), Franz Reist (alt Ortschef), François Grosclaude (neuer Ortschef), Paul Frank (Dienstchef Schutzraumdienst), Alexander Weyeneth (Quartierchef), Walter Brechbühl (Chef Betriebsschutzorganisation), Martin Sollberger (Detachementchef Sanitätshilfsstelle). (Bild: BT/KW)

En conclusion de son grand exercice d'automne, l'organisme bernois de protection civile a fêté comme ils le méritent ceux de ses membres qui, pour raison d'âge cesseront toute activité à la fin de cette année. Ils étaient sept qui ont bien voulu poser pour notre photographe K. W., en compagnie de MM. René Stämpfli (4^e depuis la gauche), remplaçant du chef local, Franz Reist, ancien chef local et désormais responsable cantonal, ainsi que François Grosclaude, successeur de ce dernier. On reconnaîtra sans doute, de gauche à droite, MM. Charles Antonioli, Alfons Zweifel, Paul Graf, Paul Frank, Alexandre Weyeneth, Walter Brechbühl et Martin Sollberger.

Kurz vor Abschluss der Stabsübung «Luna 4» des Bieler Zivilschutzes gab es für die Beteiligten noch einige Überraschungen. Höhepunkt des abschliessenden gemütlichen Abends mit Nachtessen bildete die offizielle Verabschiedung von Ortschef Franz Reist.

Während rund dreier Tage probten die Ortsleitung und die Sektorstäbe des Bieler Zivilschutzes im Rahmen der Übung «Luna 4» die verschiedenen Aspekte eines Teilaufgebotes für Kader und Mannschaft gemäss den Weisungen des Bundesrates.

Überraschend begannen sich die Ereignisse dann plötzlich zu überstürzen. Entsprechend der politischen Entwicklung sah man sich der Tatsache gegenüber, dass vom Bundesrat das Gesamtaufgebot für den Zivilschutz erlassen wurde. Damit mussten sämtliche Phasen durchgespielt werden, und zwar bis und mit der Erstellung der vollen Einsatzbereitschaft des Zi-

vilschutzes. In der letzten Phase galt es, die Einrichtungen der Schutzräume zu organisieren sowie sämtliche Massnahmen nachzuholen, die im vorherigen Verlauf der Übung noch nicht durchgeführt worden sind. Die Ergebnisse von «Luna 4» haben im grossen und ganzen bestätigt, dass der Bieler Zivilschutz «steht» und jederzeit für den Ernstfall gewappnet ist.

Abschied vom Ortschef

Zum Abschluss der Übung versammelte der bisherige Ortschef Franz Reist sein Kader ein letztesmal zu einem Rapport. Seine Ansprache kam einem Credo auf den Zivilschutz schlechthin gleich. Reist gab seiner Hoffnung Ausdruck, dass der Bieler Zivilschutz weiterhin den Stellenwert beibehalten wird, den er in den letzten Jahren erhalten hat. Es gelte, den einmal eingeschlagenen Weg unbeirrt fortzusetzen, schloss der Abschiednehmende. («Bieler Tagblatt»)

FRIBOURG

Bonnes nouvelles
du canton de Fribourg

Protection civile: trois en une

L'Union fribourgeoise de protection civile est née à Villars-sur-Glâne dans les nouvelles installations du centre sportif, plus particulièrement dans les locaux de protection civile de cette commune. En fait, depuis quelque temps déjà, les différentes sociétés de protection civile qui existaient dans le canton – l'Association fribourgeoise pour la protection civile, la Société des cadres PC et la Société des instructeurs PC – avaient formulé le désir de réunir leurs forces. Cette idée émanait d'un besoin de rationalisation et de ne pas multiplier les sociétés qui sont déjà si nombreuses.

Après les décisions individuelles, les trois sociétés se sont réunies en Assemblée constitutive pour présenter la volonté commune à leurs membres et élaborer les nouveaux statuts.

L'esprit n'est pas de dissoudre totalement les divers groupement mais de les chapeauter sur les plans administratif, structurel et financier, donnant ainsi la possibilité de n'appartenir qu'à une société, de ne verser qu'une cotisation et de pouvoir remplir malgré tout les besoins propres.

La nouvelle Union fribourgeoise de protection civile se place donc en soutien de l'Office cantonal et s'est fixé des buts bien précis d'information à la population sur la nécessité, sur l'utilité, sur les possibilités de se protéger, sur l'encouragement au volonta-

riat dans la protection civile. Comme le précise encore les statuts «elle s'efforce d'aider les autorités dans l'accomplissement de ses tâches, collabore avec les associations et les organisations concourant au même but».

A l'issue de l'Assemblée, le Conseil communal de Villars-sur-Glâne, représenté par Monsieur E. Scheuner, s'est fait un plaisir d'offrir l'apéritif de bienvenue dans le nouveau centre sportif et de souligner que cette commune possède actuellement une infrastructure permettant de diriger et d'abriter les formations d'intervention communales pour ce qui est du sous-sol et d'installations modernes pour la pratique des sports. Pour sa part, le chef local, Monsieur Hartung, a commenté la visite des locaux qui

comportent en plus un poste sanitaire de secours d'une capacité de 128 lits d'hôpitaux avec une salle d'opération et conçu pour une population d'environ 18000 personnes. Cette construction couvre les besoins d'une bonne partie des communes de la rive gauche du district de la Sarine. Cette installation complète l'implantation des postes sanitaires qui doivent la desservir, soit ceux de Granges-Paccot, Prez-vers-Noréaz, construits, et celui aussi de Villars-sur-Glâne, encore à réaliser.

Comme on le voit, la protection civile est restée elle-même, la nouvelle société ayant d'entrée rempli ses fonctions statutaires d'information et de présentation des ouvrages achevés.

G. Verillotte

GENÈVE

L'AGPC au Salon des Arts Ménagers, à Genève

L'Association genevoise pour la protection civile était présente au Salon des Arts Ménagers, à Genève, du 18 au 27 novembre 1983. Voici un bilan de M. A. Wiblé, secrétaire du vice-président de l'AGPC.

Depuis plusieurs années, notre Association avait entrepris, malheureusement sans succès, des démarches en vue d'obtenir un stand au Salon des Arts Ménagers. Quelques communes genevoises ayant terminé ou étant sur le point de terminer leur plan d'attribution, la nécessité d'une information du public sur une large échelle s'imposait plus que jamais.

C'est donc avec une grande satisfaction que nous avons pris connaissance de la décision du Conseil d'administration de la Société d'exploitation du Salon des Arts Ménagers SA de nous attribuer un stand de 72 m² au Salon des Arts Ménagers 1983. Cet emplacement d'exposition a pu nous être accordé en raison de l'augmentation de la surface d'exposition du Salon des Arts Ménagers, mais également en raison de l'intérêt que représentait pour les visiteurs du Salon un stand consacré aux abris des immeubles d'habitation.

Une commission chargée de l'organisation du stand au Salon des Arts Ménagers fut alors constituée, sous la présidence de M. Jean Naef. La Commission décida que les points d'attrac-

tion du stand seraient formés par un abri d'exposition, le plan d'attribution d'une commune genevoise et des maquettes d'abris et panneaux fournis par l'Office fédéral de la protection civile.

L'abri d'exposition

Au cours de ces dernières années, le public a eu plusieurs fois l'occasion de visiter des ouvrages de la protection civile, lors de journées «Portes ouvertes» organisées à divers endroits du canton. Il s'imposait de montrer, après ces locaux spacieux et bien aménagés, les abris dans lesquels la population devrait se rendre et qui n'offrent pas beaucoup de points communs avec les précédents.

Le Service cantonal tessinois de protection civile ayant déjà construit un abri d'exposition l'année dernière, notre Association avait envisagé, en un premier temps, de faire venir cet abri au Salon des Arts Ménagers. Ce projet a cependant dû être abandonné, en raison du coût élevé de transport et de montage de cet abri. M. Marcel Gaille, directeur du Service cantonal de protection civile à Genève, s'est alors engagé à faire construire cet abri par ses services et à le faire installer sur le stand, entièrement équipé et aménagé. Un élément essentiel de l'exposition se trouvait ainsi réalisé.

Le plan d'attribution

Pour illustrer le fonctionnement d'un plan d'attribution des abris, M. Werner Albrecht, chef local de la commune du Grand-Saconnex, a donné son accord pour participer à l'exposition, le plan d'attribution de sa commune, qui est en même temps celle sur laquelle est implanté le Palexpo, étant achevé. C'est ainsi qu'un groupe de six

personnes de l'OPL du Grand-Saconnex s'est réuni pendant deux mois à raison de deux soirs par semaine pour établir une copie du plan d'attribution qui devait être exposé au stand.

Aménagement du stand

Il restait à aménager le stand proprement dit. Le Service de protection civile de la Ville de Genève s'est chargé de cette partie du travail et s'est occupé également du transport des maquettes d'abri et des panneaux commandés à l'Office fédéral de la protection civile.

Personnel pour l'occupation du stand

Le personnel devant occuper le stand en permanence constituait un autre point important à régler. La Commission d'exposition a estimé, en effet, qu'il fallait en permanence au stand quatre personnes, dont au moins un professionnel de la protection civile. Grâce à la compréhension du Service cantonal et de la Ville, nous avons pu obtenir l'appui volontaire et bénévole d'une quinzaine d'instructeurs et employés de ces services. Nous avons d'autre part pu compter sur l'aide de six chefs locaux, qui se sont annoncés avec quelques membres de leurs OPL, si bien qu'une quarantaine de personnes ont finalement contribué à desservir le stand pendant les dix jours de durée du Salon.

Il y a lieu de souligner l'esprit positif, le sérieux et le souci de donner une information correcte au public qui a animé ces quarante personnes. Il n'y a eu aucune défection parmi ceux qui s'étaient engagés à venir au stand, seules trois ou quatre personnes ont demandé un changement par rapport à l'horaire qu'elles avaient initialement choisi.

Déroulement de l'exposition

Dès les premières heures d'ouverture du Salon, nous avons pu nous rendre compte du grand intérêt rencontré par notre stand. Beaucoup de personnes s'arrêtaient, attirées par la vue de l'abri et les maquettes placées à l'avant du stand. Il faut reconnaître que les événements de l'actualité de ces dernières semaines, où il fut quotidiennement question d'euromissiles, ont donné à cette exposition une actualité imprévue.

S'il fallait opérer un classement parmi les questions posées par les visiteurs, on pourrait le faire de la façon suivante:

- Les femmes ont montré un intérêt très marqué pour la protection civile. Un certain nombre d'entre elles ont demandé des informations sur la possibilité de servir dans la protection civile comme volontaires.
- Les propriétaires de villes ont demandé les instructions sur la manière d'aménager leur abri. Les réserves d'eau préoccupent beaucoup de personnes.
- Un certain nombre de visiteurs ont demandé à connaître l'emplacement de l'abri où ils devraient se rendre.
- Les gens ont été surpris de l'exiguïté d'un abri et ont émis des craintes quant aux problèmes psychologiques résultant de la promiscuité.
- Des questions sur le sort des animaux domestiques ont également été fréquentes.
- Beaucoup de Français se sont intéressés de près à l'abri et ont demandé qu'on leur fournisse des indications sur les normes de construction des abris en Suisse et sur l'équipement nécessaire, ainsi que sur le coût.
- En général, les gens se sont montrés positifs quant aux réalisations de la protection civile. Cela n'a pourtant pas empêché nombre d'entre eux (particulièrement des femmes) de déclarer que jamais ils n'entreraient dans un abri. De plus, les gens sont pessimistes quant à l'utilité de la protection civile en cas de conflit nucléaire. Ils s'attendent à devoir rester dans les abris pendant des mois à cause du danger de radioactivité. A ce propos, nous avons constaté chez beaucoup de personnes une crainte profonde, allant parfois jusqu'à l'obsession, pour tout ce qui touche au nucléaire. Nous avons été heureux d'avoir au stand des instructeurs professionnels, qui ont souvent pu ramener l'angoisse de certaines personnes à des limites plus supportables.

- La visite de M. Jean-Daniel Curchod, administrateur du Centre d'instruction Est vaudois de protection civile, qui se trouvait au stand vendredi 25 novembre entre 17 et 22 heures, fut l'un des points marquants de l'exposition. M. Curchod, qui fut l'un des animateurs de l'expérience d'occupation d'un abri à Villeneuve pendant une semaine en février 1983, s'est entretenu longtemps avec les visiteurs du stand.

- Signalons en outre le passage au stand de M. Robert Aeberhard, chef de la Section information de l'Office fédéral de la protection civile, de M^{me} E. Strahm, représentant l'Union suisse pour la protection civile, ainsi que de M. Denis Borel, président de l'Association cantonale neuchâteloise pour la protection civile, qui nous a fait l'amitié de rester un long moment au stand.

Questions financières

Malgré l'aide importante qui nous a été apportée par le Service cantonal de la protection civile, par la commune du Grand-Saconnex et par le Service de protection civile de la Ville de Genève, et que nous n'avons pas chiffrée, il ne fait nul doute qu'un stand au Salon des Arts Ménagers représente pour notre Association un effort financier important, dépassant les possibilités de notre budget annuel.

Le coût de l'exposition pour l'AGPC a été budgété à Fr. 16000.-. Bien que les comptes définitifs ne soient pas encore établis, nous pensons que ce budget pourra être tenu. Signalons que nous avons pu obtenir une subvention de Fr. 5000.- de l'Union suisse pour la protection civile.

En conclusion, il apparaît que le bilan du stand est nettement positif en raison de l'ampleur de l'information qu'il a permis de réaliser. Un stand au Salon des Arts Ménagers permet de toucher bien davantage de personnes qu'une journée «Portes ouvertes», et le nombre considérable de visiteurs qui se sont arrêtés au stand démontre que cette exposition répondait à un besoin du public. Il semble qu'une exposition de ce genre mériterait d'être répétée, d'une part pour tenter de démystifier la peur qu'éprouvent les gens devant les rayonnements nucléaires et, d'autre part, pour donner éventuellement l'occasion à d'autres communes de présenter leur plan d'attribution.

A. Wible

LUZERN

aa. Im Rahmen der Tage der offenen Tür des Zivilschutzentrums Wikon fand die Gründungs- und erste Generalversammlung des Kantonalen Zivilschutzverbandes Region West statt. 35 von rund 180 ZS-Mitgliedern dieses Kantonsteiles, der 49 Gemeinden der Ämter Willisau und Sursee mit Ausnahme von Wolhusen und Werthenstein umfasst, wählten den ersten Vorstand mit dem initiativen Wikoner Ortschef Otto Steiner als Präsidenten und folgenden weiteren Vorstandsmitgliedern: Hanspeter Bättig, Beromünster; Richard Birchler, Schötz; Erich Bucher, Eich; Heinz Bysäth, Sursee; Emil Felder, Ruswil; Alois Häfliger, Zell; Werner Hodel, Oberkirch; Hans Nick, Sursee. Ihre Chargen werden erst nachträglich verteilt. Zu Rechnungsrevisoren wurden Ursula Gast, Sursee, und Albin Baggenstos, Wikon, ernannt. Ferner genehmigte die Versammlung die Statuten und das Jahresprogramm 1983/84. Bereits sind die Daten für zwei Abende mit dem Thema «Vortragstechnik» bekannt: am 26. März und 2. April 1984. Die



Otto Steiner, der OC der Gemeinde Wikon, wurde an der Gründungs- und ersten Generalversammlung des Kantonalen Zivilschutzverbandes Luzern Region West zum ersten Präsidenten gewählt. (Bild: zvg)

GV 1984 wird am 20. Oktober stattfinden. Die Gründungsversammlung erhielt besonderes Gewicht durch die Anwesenheit des Kantonalpräsidenten des Zivilschutzverbandes, Dr. Franz Graber, Ebikon, und den Präsidenten der Region Ost, Bruno Zimmerli, Ebikon. Gemeindeammann Fritz Hebeisen stellte der Versammlung die gastgebende Gemeinde Wikon vor.



Zu einem grossen Erfolg wurde kürzlich der 10. Unterhaltungsabend für das Zivilschutzkader der Region West in Schötz. Ausbildungschef Tony Meyer konnte 300 Kaderleute, Behördenvertreter und weitere Persönlichkeiten begrüßen, darunter auch Hans Mumenthaler, Direktor des Bundesamtes für Zivilschutz.

NEUCHÂTEL

Sous le titre «Faisons connaître notre confiance en l'efficacité de la protection civile en guerre nucléaire comme aussi en guerre conventionnelle», le président de l'Association cantonale neuchâtelaise, M. D. Borel, a donné une déclaration introductive à l'Assemblée générale 1983. Voici les réflexions de M. Borel.

«On perçoit, ces temps-ci, deux sortes de tentatives pour mettre en doute, dans l'esprit de nos concitoyens, l'utilité de notre protection civile et, notamment, l'efficacité de nos abris modernes ou plus anciens.

L'une se reflète dans un rapport publié sous l'autorité de l'Organisation mondiale de la santé, où sont influents les Etats qui, justement, n'ont pas fait d'efforts sérieux pour mettre leur population à l'abri des effets de conflits armés. On peut donc comprendre qu'ils soient portés à laisser entendre que les abris qu'ils ont omis d'aménager ne servent pas à grand-chose; c'est une manière d'éluder leurs responsabilités; elle ne devrait pas leurrer les intéressés.

L'autre provient de milieux pacifistes. Ils laissent entendre que seule est plausible la guerre nucléaire la plus forcenée, avec usage de projectiles que l'on fait éclater au sol, afin qu'ils produisent une radioactivité persistante et qui écrasent tous les abris préparés. A cela, il faut répondre, qu'à notre connaissance, les efforts de ceux qui disposent d'armes nucléaires consistent à se munir de projectiles produisant le moins de radioactivité possible, éclatant donc en l'air, et destinés essentiellement à toucher les troupes adverses en évitant de se priver de toute liberté d'action en provoquant des destructions et une forte radioactivité.

Il est vrai que, si un projectile nucléaire faisait explosion juste au-dessus d'un abri de protection civile, celui-ci risquerait d'être écrasé. Mais tous les autres, même très voisins, résisteraient et protégeraient les personnes qui s'y trouveraient, alors qu'elles périraient si elles restaient en surface. Il y a aussi de sérieuses raisons de penser que le recours à l'arme nucléaire serait une décision si grave que les chefs d'Etats s'efforceraient vraiment de l'éviter, cela dans leur propre intérêt global. Il est donc plausible que, si des puissances en mal d'hégémonie se laissaient aller à l'emploi des armes, elles le feraient avec des moyens conventionnels.

Donc, si notre pays devait être mêlé à de tels affrontements, notre armée

aurait à se battre pour faire respecter notre indépendance, nos libertés, notre territoire. Il faudrait alors qu'elle puisse le faire dans les meilleures conditions possible, c'est-à-dire sans être entravée moralement et matériellement par la présence, sur le champ de bataille, de notre population exposée aux coups. Or, c'est justement grâce à l'existence de nos innombrables abris que la population pourrait se terrer pendant que les armées s'affronteraient en guerre conventionnelle sur notre territoire et survivre décemment grâce aux membres de tous les organismes de protection civile, formés et instruits par nos communes avec le sérieux et l'élan qu'il est réconfortant de rencontrer partout.

Ne doutons donc pas de la nécessité et de l'efficacité de notre protection civile en guerre conventionnelle déjà, et faisons-le savoir autour de nous.

Denis Borel

ST. GALLEN

Die Gemeinden Mogelsberg, Oberhelfenschwil, Brunnadern, St. Peterzell und Hemberg bilden seit 1975 die regionale Zivilschutzorganisation Neckertal. Die Organisation wird geführt von einer Kommission unter der Leitung von Gemeindeammann Hans Bütikofer. Regionalchef ist Adolf Fäh, Furt, Gemeinde Mogelsberg. An der diesjährigen Dezembersitzung durfte von einem erfreulichen Stand in personeller und organisatorischer Hinsicht Kenntnis genommen werden. Von einem Sollbestand von 456 Schutzdienstpflichtigen sind auf Ende 1983 bereits 207 Angehörige des Zivilschutzes ausgebildet. Die ganze Region mit 5250 Einwohnern und einer Fläche von rund 82 km² ist unterteilt in 5 Blockbereiche und 13 Blöcke. In diesen Blöcken sind Mehrzweckgruppen eingesetzt, die zu einem beachtlichen Teil bereits ausgebildet sind. Daneben verfügt der Regionalchef in den beiden Sanitätsposten über 2 Sanitäts-

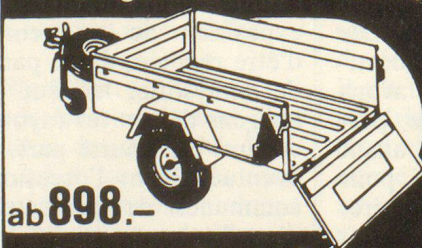
postenzüge und 2 Brandschutz-Pionierzüge sowie 3 selbständige Löschruppen. Auch hier ist rund die Hälfte des notwendigen Personals bereits ausgebildet.

In baulicher Hinsicht sind neben 4 örtlichen Kommandoposten ein regionaler Kommandoposten, 2 Bereitstellungsanlagen und 2 Sanitätsposten geplant. 3 örtliche Kommandoposten sind bereits erstellt. Der regionale Kommandoposten wird in Zusammenarbeit mit dem Mehrzweckgebäude Brunnadern derzeit geprüft. Im Zusammenhang mit dem Neubau der Turnhalle beim Oberstufenzentrum Necker werden eine Bereitstellungsanlage, der Sanitätsposten für die Gemeinde Mogelsberg und öffentliche Schutzräume realisiert. Baubeginn soll Mitte Februar 1984 sein. Aus der Sicht des Zivilschutzes wäre zwar ein Baubeginn im Herbst 1983 noch möglich gewesen; aus verschiedenen Gründen ist aber darauf verzichtet worden. Im geplanten Mehrzweckgebäude St. Peterzell wird eine weitere Bereitstellungsanlage und ein örtlicher Kommandoposten geplant. Nach Realisierung dieser öffentlichen Bauten, die alle in einem aktuellen Stadium sind, werden die notwendigen Organisationsbauten erstellt sein.

Auch wird eine beachtliche Menge Zivilschutzmaterial zentral in Mogelsberg gelagert. Dazu gehören auch rund 6,5 Tonnen Überlebensnahrung für die Bevölkerung. In den letzten Jahren sind auch laufend neue Schutzraumplätze erstellt worden. In der Gemeinde Mogelsberg werden bereits seit 1973 die Vorschriften über die Schutzraumbaupflicht angewendet. Heute sind allein in der Gemeinde Mogelsberg für 80% der ganzen Bevölkerung neue belüftete Schutzraumplätze vorhanden. Darin inbegriffen sind über die Gemeinde verteilt drei grössere öffentliche Schutzräume in Hoffeld, Mogelsberg-Dorf und Necker.

PW-Anhänger für jeden Zweck

Verlangen Sie unseren Spezialkatalog



ab 898.-

01/850 21 11

erwin kapp AG

Auto- u. Industriebedarf, 8155 Nassenwil

ZÜRICH

Veranstaltungskalender 1984 des ZSVKZ

Freitag, 4. Mai 1984

Zentrum Leutschenbach in Zürich, 20.15 Uhr, Ernst Cincera, Nationalrat und Oberst i Gst, spricht zum Thema «Ist der Zivilschutz durch Agitation gefährdet?». (Organisator der Veranstaltung ist die ZSO Zürich.)

Montag, 7. Mai 1984

Verwaltungsgebäude der Wasserversorgung Zürich, 20 Uhr, Informationsveranstaltung zum Thema «Aufgaben, Funktionen und Besonderheiten des Versorgungsdienstes». (Organisator ist die Fachgruppe Versorgung des ZSVKZ.)

Anfangs Juni

Zentrum Leutschenbach in Zürich, 20 Uhr, Informationsveranstaltung zum Thema «Die Frau in der Gesamtverteidigung». Als Referentinnen wirken mit: Marianne Blumer, SRO, sowie Vertreterinnen FHD und San D. (Organisator ist die Fachgruppe SRO des ZSVKZ.)

Mittwoch, 22. August

In Hombrechtikon, 20 Uhr, Informationsveranstaltung zum Thema «Was erwartet die SRO von den anderen Diensten?», eine Wiederholung der erfolgreichen Veranstaltung 83 in Urdorf.

Im September

Raum Zürich, ein Vortragsabend mit Oberst Marfurth zum Thema «Der zürcherische Zivilschutz aus der Sicht des Luftschutz-Regiments-Kommandanten». (Organisator ist der ZSVKZ.)

Anfangs Oktober

In Uster, eine Informationsveranstaltung zum Thema «Die Aufgaben des Zivilschutzstellenleiters».

Samstag, 27. Oktober

Generalversammlung des ZSVKZ in Oberglatt.

Geplant ist weiter

eine gemeinsame Veranstaltung mit einem Bezirks-Hauseigentümerverband zum Thema «Probleme rund um die Einrichtung privater Schutzräume». (Provisorische Angaben)



Schweizerische Gesellschaft für Kulturgüterschutz (SGKGS)
Société suisse pour la protection des biens culturels (SSPBC)
Società svizzera per la protezione dei beni culturali (SSPBC)

Arbeitstagungen

1984 der SGKGS

Die SGKGS führt im Jahre 1984 folgende öffentliche Arbeitstagungen durch:

1. Kolloquien: «Verpackungsprobleme beim beweglichen Kulturgut»

11	I/84 f	06.04	Payerne
12	II/84 d	04.05	Winterthur
13	III/84 if	15.06	Locarno
14	IV/84 d	21.09	Thun
15	V/84 f	19.10	Martigny
16	VI/84 d	09.11	Basel

2. Jubiläums-Generalversammlung: «30 Jahre Haager Konvention und 20 Jahre SGKGS»

14./15. Mai
Murten und Freiburg
(mit Referat von Herrn Dr. Alfred Wyser, Direktor der Zentralstelle für Gesamtverteidigung)

3. Studienreise

(bei genügender Beteiligung)
7.–10. September
«Kulturgüter des Rheinlandes – Schutzmassnahmen»

NB. Interessenten melden sich direkt beim Generalsekretariat SGKGS, 1701 Freiburg, Postfach 961, Telefon 037 22 73 21, Telex 36 275.

Séances de travail

1984 de la SSPBC

La SSPBC organise, durant l'année 1984, les séances de travail publiques suivantes:

1. Colloques: «Problèmes d'emballages pour biens culturels meubles»

(+ Technorama der Schweiz)
(+ 16.06: Verzascatal und Maggiatal)
(+ Ballenberg)

2. Assemblée générale jubilaire: «30 ans Convention de La Haye et 20 ans SSPBC»

14/15 mai
Morat et Fribourg
(avec allocution de Monsieur Alfred Wyser, D' phil. et directeur de l'Office central de la défense)

3. Voyage d'études (en cas de participation suffisante)

7–10 septembre
«Biens culturels de la Rhéanie – mesures de protection»

NB. Les intéressés s'annoncent directement auprès du Secrétariat général SSPBC: 1701 Fribourg, case postale 961, téléphone 037 22 73 21, télex 36 275.

Eine neue Gesellschaft stellt sich vor

«Verstärkung der Zivilschutzorganisation»

Daniel Ambühl, Pressechef a.i. SZG

red. In der Nummer 10/83 berichtete die Zeitschrift «Zivilschutz» kurz über die Gründung der Schweizerischen Zivilschutzkader Gesellschaft (SZG). Es ist legitim, wenn nun die Initianten in unserem gesamtschweizerischen Zivilschutzforum Sinn und Zweck ihrer Organisation erläutern können. Der Schweizerische Zivilschutzverband führt derzeit Verhandlungen mit dem jüngsten Kind der Zivilschutzorganisationen. Zur Diskussion steht eine Aufnahme der SZG in unseren Verband; damit wurden die Mitglieder

der neuen Gesellschaft automatisch Abonnenten unserer Zeitschrift. Das letzte Wort wird jedoch auf jeden Fall statutengemäss die Delegiertenversammlung im kommenden Herbst haben.

«Der Zivilschutz gehört zur Gesamtverteidigung unseres Landes wie die Armee. Während aber das Militär heute in unserer Gesellschaft seinen festen Stellenwert besitzt, leidet der Zivilschutz immer noch unter der Reserviertheit, ja sogar der Ablehnung



verschiedener Kreise. Oft bilden die Kader die Zielscheibe herber Kritik. Die Leistungen des Zivilschutzes werden mit den Ellen der Armee gemessen, obschon beide Organisationen grundsätzlich unterschiedliche Ziele verfolgen müssen. Abweichungen zeigen sich unter anderem auch darin, dass die Frauen im Zivilschutz an der Seite von Männern in der selben Einheit Dienst leisten, dass sich der militärische Führungsstil nicht auf den Zivilschutzdienst übertragen lässt und dass besonders das spektakuläre Erscheinungsbild gewisser Waffengattungen der Armee sich nicht im Zivilschutz widerspiegelt, ja aufgrund der Aufgabe nicht im Ansatz erscheinen darf. Zweifellos fehlt heute dem Zivilschutz die Erfahrung und Tradition. Kader und Instruktoressen tragen eine grosse Verantwortung für die Einsatzbereitschaft des Zivilschutzes. Weder das Bedrohungsbild unseres Landes noch Natur- oder andere Katastrophen richten sich nach dem Aufbau dieser Organisation. Wenn sie ihre Aufgabe richtig wahrnehmen will, so müssen ihre Angehörigen noch viel leisten. So gilt es, ohne Zeitverlust zu handeln, Ausbildung und Weiterausbau über alle Funktionsebenen und in allen Diensten zielstrebig voranzutreiben. Zivilschutzführungskräfte und Instruktoressen haben bereits ausreichend bewiesen, dass sie stets bereit sind, ihr Bestes zu geben und wenn nötig dafür auch Freizeit zu opfern. Vermehrt als bisher sollten sie jedoch ihre Kräfte vereinigen und sich ab und zu effizient manifestieren. Dazu bedarf es aber einer fachlichen und ideellen Trägerschaft, also eines Gremiums für Meinungsbildung und Entscheidvorbereitung. Politisch unabhängig sollte diese Körperschaft gewisse «heisse Eisen» aufnehmen, zu Fragen des Zivilschutzes Stellung beziehen, die Kader fachlich unterstützen und deren Interesse

wahren. Zwar bestehen schon vereinzelte Gruppierungen mit gleichen oder ähnlichen Zielen, sie repräsentieren jedoch meist nur einzelne Dienstzweige, und ihre Stosskraft ist durch den regionalen Wirkungskreis eingengt. Zudem sind diese Vereinigungen nicht selten von Leuten mit politischen Zielen geschaffen worden. Heute ist nun die Zeit gekommen, eine selbständige, politisch unabhängige sowie starke gesamtschweizerische Kadervereinigung zu gründen. Dass sie reif ist, zeigt alleine schon die in den letzten Monaten von zahlreichen Kaderleuten spontan ausgelösten Diskussionen um das stärkere Zusammenrücken der Zivilschutzführungskräfte.

Nach intensiven Vorarbeiten während der vergangenen heissen Sommermonate gründeten Funktionsträger verschiedener Dienste und Vertreter vieler Landesregionen am 2. September 1983 die Schweizerische Zivilschutzkader Gesellschaft (SZG). Sie will vor allem

- die Interessen der ZS-Kader wahren,
- die Kompetenz der Führungskräfte im Zivilschutz heben,
- die Aufrechterhaltung und Verbesserung der Einsatzbereitschaft des Zivilschutzes unterstützen, indem sie Informationen über den Zivilschutz erfasst, auswertet, interpretiert und verbreitet, zur Schaffung und Verbesserung von Grundlagen beiträgt, ausserdienstliche Weiterbildung betreibt und Stellung zu Fragen des Zivilschutzes nimmt.

Der SZG kann grundsätzlich jeder Funktionsträger der Stufen 1 bis 8 sowie haupt- und nebenamtliche Instruktoressen als Einzelmitglied beitreten. Die SZG strebt aber wenn immer möglich die Gründung von regionalen Sektionen an, die über ihren Vertreter im SZG-Vorstand Gelegenheit erhalten, die Lösung regionaler Probleme im Kaderbereich gesamtschweizerisch abzustimmen. Die SZG als Dachorganisation wird sich vor allem mit gesamtschweizerischen Zivilschutzfragen beschäftigen und unter anderem die Sektionen von Verwaltungs- und Organisationsarbeiten entlasten. Ihr Aktionsprogramm ist aber auch so ausgelegt, dass sie schwächeren Sektionen mindestens während der Pionierphase effizient unter die Arme greifen kann.

Obschon noch jung, verfügt die SZG bereits über einen ansehnlichen Mitgliederbestand. Einzelne Sektionen sind bereits in Gründung. Trotzdem bedarf es zusätzlicher Anstrengungen, damit krafteraubende Einzelaktionen

vermieden und die vielversprechenden Ziele der SZG realisiert werden können. Nicht zuletzt gehört dazu ein Aktionsprogramm, das für 1984 folgende Veranstaltungen vorsieht:

- Führungsseminarien für ZS-Kader,
- Erfahrungsaustausch zwischen bestehenden und in Gründung begriffenen Sektionen,
- Expertengruppen für die Materialbeschaffung und den -einsatz,
- Erfahrungsaustauschgruppen für besondere ZS-Probleme,
- dienstspezifische Ausbildung.

Im Kleinen muss beginnen... Die SZG schafft für die Zivilschutzkaderleute eine einmalige Plattform, worauf sie unbesehen ihrer regionalen Herkunft, ihrer Dienstzugehörigkeit oder Funktionsstufe beweisen können, dass sie sich zu organisieren und als kompetente Zivilschützer zu manifestieren wissen. Helfen auch Sie mit, das Kader zu stärken und melden Sie sich bei der SZG an. Allfällige Fragen beantworten Ihnen gerne Robert Lötcher, Zentralpräsident der SZG, Friedhagweg 49, 3047 Bremgarten, Telefon P 031 24 61 22, G 031 67 59 61, Isabelle Torriani, Vizepräsidentin der SZG, Sonnenhofweg 41, 3006 Bern, Telefon 031 44 86 56, Pierre-Alain Martin, Vertreter Romand, chemin du Risoux 3^{bis}, 1110 Morges, Telefon P 021 71 56 97, G 021 34 98 71, oder das Zentralsekretariat SZG, Länggassstrasse 7, Postfach 2256, 3001 Bern, Telefon 031 24 32 42.»

TICINO



«Caschi gialli»

Ottimamente stampato dalla tipografia Torriani SA di Bellinzona è uscito il numero di dicembre dei «Caschi gialli», periodico dell'Associazione istruttori protezione civile del consorzio Bellinzonese.

Questa Associazione, diretta con intusiasmo e competenza dall'istr. Franco Marietta (sostituto Capo Locale del Consorzio) mira all'attività fuori servizio degli istruttori e quadri del Consorzio e alla creazione di rapporti di sincera camerateria al di là delle fun-

zioni e dell'incorporazione. L'ultimo numero di «Caschi gialli» ricorda in particolare il decimo anniversario di fondazione dell'Associazione ticinese presentando una pubblicazione ricca di contenuto, molto originale e simpatica nella presentazione, invitante e piacevole alla lettura. Ne è ideatore e realizzatore Tonino Borsa (redattore del giornale) ben noto nell'ambito della protezione civile non solo cantonale, avendo ricoperto dal 1965 al suo pensionamento (1980) la carica di Capo dell'Ufficio cantonale della protezione civile del Cantone Ticino. L'interessante giornale, oltre alle crona-

che di protezione civile della Confederazione, del Cantone e del Consorzio Bellinzonese ospita pure interessanti resoconti sull'attività della PCi della regione Ticinese e dedica una pagina all'attività dell'Associazione dei Capi Locali del cantone Ticino. Non mancano gli articoli tecnici, quelli d'attualità, fotografie e indovinate caricature e disegni.

Da queste righe presentiamo alla consorella Associazione Ticinese i nostri più sinceri auguri di buon proseguimento nel lodevole suo intento.

Tonino Borsa

Impressum

Herausgeber / Editeur / Editore

Schweizerischer Zivilschutzverband
Union suisse pour la protection civile
Unione svizzera per la protezione civile
Postfach 2259, 3001 Bern

Zentralpräsident / Président central / Presidente centrale

Professor Dr. Reinhold Wehrle
4524 Günsberg SO

Präsident der Presse- und Redaktionskommission
Président de la Commission de rédaction et d'information

Presidente della Commissione stampa e redazione
Charles A. Reichler, 1701 Fribourg

Redaktion / Rédaction / Redazione

Heinz W. Müller, Schweizerischer Zivilschutzverband, Postfach 2259, 3001 Bern, Telefon 031 25 65 81
Druck und Versand / Impression et expédition / Stampa e spedizione
Vogt-Schild AG, Druck und Verlag, CH-4501 Solothurn, Telefon 065 21 41 31
Inseratenverwaltung / Administration des annonces / Amministrazione inserzioni
Vogt-Schild AG, Druck und Verlag, Kanzleistrasse 80, Postfach, CH-8026 Zürich, Telefon 01 242 68 68, Telex 812370

Abonnement: Fr. 35.- für Nichtmitglieder (Schweiz) Fr. 45.- (Ausland)

Abonnement: Fr. 35.- pour non-membres (Suisse) Fr. 45.- (étranger)

Abbonamento: Fr. 35.- per non membri (Svizzera) Fr. 45.- (estero)

Einzelnummer / Numéro individuel / Numero separato Fr. 4.-

Erscheinungsweise / Parution / Apparizione

zwölfmal jährlich (3 Doppelnummern)

12 numéros par an (3 numéros doubles)

12 numeri all'anno (3 numeri doppi)

Sicherheit



Signalisation
Absperrmaterial
Baustellenlampen

sicher isch sicher



Adolf Locher AG

Stahlhandel Bauwerkzeuge

8107 Buchs/ZH

9450 Altstätten/SG

7000 Chur

Tel. 01 844 00 66

Tel. 071 75 25 25

Tel. 081 24 54 54



Hauser AG Eisen

9001 St. Gallen

8401 Winterthur

8808 Pfäffikon/SZ

8280 Kreuzlingen

Tel. 071 22 88 75

Tel. 052 23 14 31

Tel. 055 48 43 43

Tel. 072 72 77 07